

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président,
Monsieur le Sénateur Maire,
Madame le Maire,
Monseigneur,
Monsieur le Procureur,
Mesdames, Messieurs les Chefs de Services
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,

Les habitants de Saint-Pierre et Miquelon ont clairement tranché le dimanche 19 mars en faveur des listes Archipel Demain. Je ne reviendrai pas ici sur le climat « nauséabond » qui a « pollué » cette campagne électorale et que je trouve attristant sinon inquiétant pour l'archipel et son proche avenir. Mais cela est désormais votre problème.

Il ne peut échapper à personne ici que l'archipel traverse une crise économique sérieuse et par extension, une crise sociale profonde. Le principal défi qui attend l'équipe Archipel Demain est celui du développement économique, un défi à relever dès aujourd'hui et non pas dans 10 ou 15 ans, dans l'attente d'éventuelles retombées de l'exploitation des hydrocarbures.

La situation est grave et demande des réponses urgentes car la plupart des indicateurs économiques ont largement dépassé le rouge !

Voici quelques chiffres pour illustrer mon propos :

- l'inflation sur l'archipel a atteint près de 10% en 2005 (8,12% pour être précise) avec un chiffre record de +42% pour le fioul domestique. En parallèle, les salaires et les retraites - tous secteurs confondus - ne suivent pas, ce qui entraîne automatiquement une baisse très nette du pouvoir d'achat de nos compatriotes et par conséquent une baisse aussi nette de l'activité dans les secteurs du commerce et des services, sans parler des artisans qui peinent à boucler leur carnet de commandes. Mais ce qui est frappant et préoccupant lorsque

l'on discute avec nos concitoyens, c'est de constater qu'une partie de plus en plus importante de nos « aînés » vivent à la limite du seuil de pauvreté !

- L'urgence sociale, Monsieur le Président, est là ! Il faut que vous mettiez un terme aux discours et promesses sans lendemain !

Il vous faut agir concrètement pour que les retraités bénéficient au plus vite d'une revalorisation de leurs revenus. C'est la préoccupation pré-électorale favorite des candidats, il serait temps maintenant de passer enfin à l'acte !

- Un autre secteur mérite toute votre attention : c'est celui de la pêche artisanale. En 2005, le total des prises de la pêche artisanale sur l'ensemble de l'archipel a baissé de 11% par rapport à 2004. Une véritable politique de soutien et de développement dans ce domaine doit être définie en toute urgence entre la Collectivité et l'Etat, en partenariat avec les professionnels du secteur. Il en va de la survie de cette activité traditionnelle de notre archipel.
- Je pourrais noircir le tableau en citant d'autres chiffres et en décrivant d'autres secteurs de notre fragile économie. Mais à quoi bon ?
- Lorsque l'on constate que le taux de couverture des exportations par rapport aux importations ne représentait plus que 4,5% en 2005 (contre 11% un an plus tôt), inutile d'insister sur la crise économique qui nous frappe de plein fouet !
- Avec 16 élus sur 19, vous disposez donc d'une majorité écrasante au sein de cette assemblée. Ajoutez à cette majorité : les postes de Député, de Sénateur, de Conseiller Economique et Social, le tout en parfaite osmose avec les majorités parlementaires UMP de l'Assemblée Nationale et du Sénat et un Gouvernement et un Président de la République de la même famille, vous avez donc les pleins pouvoirs et toutes les cartes entre vos mains pour mettre en application dans les mois qui

viennent vos promesses électorales et impulser le développement et la diversification économique dont a tant besoin notre archipel.

- Mais naturellement rien ne sera possible sans une desserte maritime fiable et pérenne. En effet, comment - sous prétexte que la desserte internationale dépend de l'Etat - le conseil général pourrait-il se désintéresser de cet indispensable cordon ombilical, vital pour notre approvisionnement ? Il n'est plus admissible de laisser une société prendre en otage la population et les commerçants à la veille de chaque fête !
- La campagne électorale étant derrière nous, il vous faut maintenant entrer dans le vif du sujet ! Car « Gouverner c'est choisir et agir ! » En ce qui nous concerne, nous resterons attentifs et vigilants sur les décisions que vous prendrez et, dans un premier temps, notre rôle se limitera à observer votre action. Loin de tout esprit dogmatique, nous voterons vos propositions chaque fois que nous estimerons qu'elles sont favorables à l'avenir de l'archipel.

Avant de conclure, permettez-moi, Monsieur le Président, une brève réflexion sur un sujet qui fait la "Une" de la presse nationale.

Depuis deux mois, partout en France (sauf à St-Pierre et Miquelon, ce que nous regrettons), jeunes, lycéens, étudiants et salariés se sont retrouvés pour exiger le retrait du CPE, le "fameux" Contrat Première Embauche. Près de 3 millions de personnes ont manifesté à travers la France ce mardi 28 mars marquant ainsi le refus de la politique du Gouvernement qui échoue sur l'emploi et ne propose comme seule perspective que la précarité. Il est clair, à nos yeux, que l'objectif de la majorité actuelle est d'aller vers le démantèlement du Code du Travail et la disparition du CDI.

En tant qu'élus de Gauche, nous soutenons l'objectif du mouvement social en cours qui est d'obtenir le retrait du CPE.

Nous profitons de cette tribune pour appeler les citoyennes et les citoyens à prendre part à la journée d'action, de manifestation et de grève prévue le 4 avril prochain.

Pour terminer sur une note plus consensuelle, nous vous souhaitons bonne chance et bon courage.

Je vous remercie de votre attention.